



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 948

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. Avant de vous passer la parole, monsieur Bricout, j'exprime le souhait que les mêmes réactions ne se fassent pas entendre à l'écoute de votre question, et qu'il en soit de même lorsque M. Wulfranc. posera la sienne.

M. Maxime Minot. Quelle impartialité, monsieur le président !

M. Thibault Bazin et M. Pierre Cordier . Scandaleux !

M. Fabien Di Filippo. Vous êtes le président de toute l'Assemblée, monsieur le président !

M. le président. Sinon, jamais nous ne pourrons, lors des séances de questions au Gouvernement, entendre et les questions et les réponses. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Exclamations sur les bancs des groupes LR et GDR.*)

Je vous rappelle par ailleurs que ces sujets sont débattus actuellement dans notre hémicycle et que chacun peut faire entendre ses arguments, sans avoir besoin de couvrir de sa voix les questions ou les réponses. (*Exclamations persistantes sur les bancs du groupe GDR. sur les mêmes bancs. – « Hou ! » sur les bancs du groupe LR.*)

M. Stéphane Peu. Donnez-nous alors du temps de parole !

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Bricout, et à lui seul, pour le groupe Nouvelle Gauche.

M. André Chassaigne. Donnez-nous du temps de parole !

M. Jean-Louis Bricout. Monsieur le Premier ministre, vous avez fait le choix politique et budgétaire de faire des cadeaux aux plus riches : ISF, *flat tax*... Ces pertes de recettes vous obligent à prendre des mesures d'économie drastiques : coupes dans les contrats aidés et les aides personnalisées au logement – APL. Vous devez également chercher de nouvelles recettes fiscales – hausse de la CSG – et vous portez la fiscalité écologique à 46 milliards d'euros. Vous la rendez presque punitive.

La facture est sévère pour les citoyens les plus modestes et les territoires les plus en difficulté. Combien de fois, lorsque je passe à la pompe, celui qui est devant moi n'a pu prendre que 10 ou 20 euros de carburant pour aller travailler ? (*Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.*) C'est la réalité. C'est très révélateur de la situation actuelle. (*Applaudissements sur les bancs des groupes NG, GDR et FI.*)

Que dire de ce couple de retraités que j'ai rencontré ? Rendez-vous compte, ils mettent de côté leurs pièces de 2 euros et, quand ils en ont cinquante, ils partent chercher leur fioul en Belgique. J'ai presque honte pour vous de rapporter ces témoignages qui traduisent la terrible réalité de votre politique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe NG.*)

Je vous le dis d'emblée : ne me répondez pas que c'est la faute des gouvernements d'hier et d'avant-hier. D'abord, vous n'avez pas été élus pour critiquer vos prédécesseurs. Ensuite, nous avons assez d'humilité pour accepter une part de responsabilité. Ne me sortez pas non plus votre couplet désormais classique sur l'augmentation de l'allocation aux adultes handicapés et la suppression de la taxe d'habitation. Tout simplement, le compte n'y est pas en matière de pouvoir d'achat.

M. Christian Hutin. Très bien !

M. Jean-Louis Bricout. Nous vous avons pourtant proposé le doublement du chèque énergie en intégrant la dépense pour le fioul. (*Mme Valérie Rabault applaudit.*) Mais, depuis un an, vous nous prouvez que le Président est bien celui des riches...

Plusieurs députés du groupe LR . Des très riches !

M. Jean-Louis Bricout. ...et des territoires qui vont bien. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

Monsieur le Premier ministre, quand agirez-vous en faveur du pouvoir d'achat, pour que notre Président devienne enfin celui de tous les Français ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe NG.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics. (*Exclamations sur les bancs des groupes NG et LR.*)

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics. Monsieur le député, comme vous, je ne serai pas homme à critiquer le précédent gouvernement.

Un député du groupe Nouvelle Gauche . Encore heureux !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État . Comme vous, en revanche, je ferai preuve de lucidité. Vous avez consacré une large part de votre question à la fiscalité sur les carburants. Ce gouvernement assume avoir, dans la loi de finances pour 2018, poursuivi la stratégie de décarbonisation de l'énergie que nous avons adoptée, vous et moi, en 2014. Nous avons également pris d'autres mesures. Toutefois, puisque vous avez souligné auprès du Premier ministre que vous ne souhaitez pas que nous revenions sur les mesures déjà prises, je me contenterai d'annoncer celles qui sont à venir.

Vous ne voulez pas l'entendre, mais 80 % des ménages verront leur taxe d'habitation réduite de 30 % en octobre prochain.

Plusieurs députés du groupe LR . Qui va payer ?

M. Jean-Louis Bricout. Elle ne sera pas compensée de la même façon sur tous les territoires.

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État . Au mois d'octobre également, la prime d'activité augmentera de 20 euros. En 2019, nous poursuivrons la revalorisation de l'allocation adulte handicapé, ainsi que celle du minimum vieillesse pendant trois ans. Ces deux *minima* sociaux augmenteront ainsi au total de 100 euros.

Vous le savez, nous conduisons par ailleurs un travail tant dans le cadre de la préparation du projet de loi PACTE – plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises – que des lois de finances à venir, à la fois pour développer l'intéressement et la participation dans les entreprises de moins de 250 salariés et

instaurer la désocialisation des heures supplémentaires, afin d'atteindre notre objectif qui est que le travail paie.

M. Fabien Di Filippo. Il a perdu la mémoire !

M. Pierre Cordier. C'est un ancien socialiste qui vous parle !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État*. Nous avons la volonté d'aider les plus fragiles grâce aux *minima* sociaux, de revaloriser les revenus du travail et de redresser la trajectoire budgétaire de la France, afin qu'elle la respecte.

Enfin, nous voulons tenir la trajectoire de décarbonisation de l'économie : c'est la raison pour laquelle nous respectons également les engagements de 2014. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Louis Bricout](#)

Circonscription : Aisne (3^e circonscription) - Nouvelle Gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 948

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Ministère attributaire : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [6 juin 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [6 juin 2018](#)